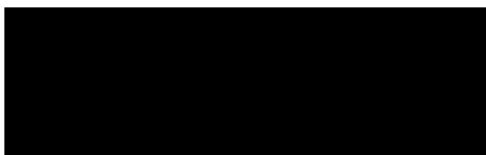


**PAR COURRIEL**

Québec, le 3 avril 2024



**Numéro de dossier : 2403024-477**

Madame,

La présente a pour objet le suivi de votre demande d'accès reçue en date 19 mars 2024 visant à obtenir copie de toutes les études faites par le ministère de la Culture et des Communications pour le classement de l'aile C du Cégep de Chicoutimi (ancien couvent des sœurs Antoniennes de Marie à Chicoutimi construit en 1913), situé au 582, rue Jacques-Cartier Est, Chicoutimi, Québec.

Nous avons procédé à l'examen de votre demande. Vous trouverez jointes à la présente lettre des copies des documents visés que nous détenons et qui peuvent vous être communiqués. Il est à noter que l'Ancien couvent des Soeurs-Antoniennes-de-Marie a fait l'objet d'une reconnaissance en 1978. Le statut de classement découle des modifications à la loi sur le patrimoine culturel en 2012. De ce fait, nous ne détenons pas les documents qui auraient pu être produits à l'époque.

Toutefois, conformément à l'article 14 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), ci-après Loi sur l'accès, certains documents ou certaines parties de documents ne vous sont pas communiqués parce qu'ils contiennent des renseignements qui sont visés par certaines restrictions prévues à la Loi sur l'accès. Nous nous appuyons pour ce faire sur les articles suivants :

...2

- L'article 53 qui précise que les renseignements personnels sont confidentiels.
- L'article 54 qui précise que dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et qui permettent directement ou indirectement de l'identifier.
- L'article 59 qui précise qu'un organisme public ne peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée.

Conformément aux articles 51 et 135 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-jointe une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Madame, nos meilleures salutations.

L'équipe de l'accès aux documents  
et de la protection des renseignements personnels,

p. j.